



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20241014-lmc1349943-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 15 octobre 2024  
Date de publication : 15/10/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 14 OCTOBRE 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	1	3
OBJET DE LA DECISION		
<b>N° 24/594</b>		
<b>AVENANT DE RESILIATION D'UN CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE AU PORT DU BRUSC - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**REPRESENTE :**

M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

**ABSENTS :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Ange MUSSO.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/594**

**BUREAU DU 14 OCTOBRE 2024**

**O B J E T : AVENANT DE RESILIATION D'UN CONTRAT DE  
GARANTIE D'USAGE AU PORT DU BRUSC -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code des transports,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le décret n° 2023-1231 du 21 décembre 2023 portant diverses dispositions en matière portuaire et, notamment, son article 3 relatif aux garanties d'usage dans les ports de plaisance,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n° 19/10/341 du Conseil Métropolitain du 3 octobre 2019 approuvant le Règlement Général d'Exploitation des ports en régie de la Métropole TPM, et, notamment, son chapitre 2 - Section 1 – point 2.2 précisant les règles de commercialisation des garanties d'usage,

**VU** la délibération n° 19/10/346 du Conseil Métropolitain du 3 octobre 2019 approuvant le plan d'affectation des postes d'amarrage du port du Brusc,

**VU** la délibération n° 23/12/382 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2023 approuvant les tarifs d'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage applicable en 2024 dans le port du Brusc,

**VU** l'avis du Conseil d'exploitation des régies portuaires des 27 mars 2017 et 11 décembre 2017,

**VU** l'avis du Conseil Portuaire du port du Brusc du 15 novembre 2018,

**VU** le contrat de garantie d'usage, en date du 14 septembre 2015, conclu avec Monsieur Gérard RIHOUEY pour un poste d'amarrage dans le port du Brusc,

**VU** la demande de Monsieur Gérard RIHOUEY en date du 24 juin 2024,

**VU** le projet d'avenant de résiliation dudit contrat de garantie d'usage ci-après annexé,

**CONSIDERANT** que l'Autorité Portuaire, anciennement Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, a proposé de recourir à la vente de garanties d'usage dans le cadre de la mise en œuvre du plan de financement des travaux de construction du brise clapots, de la panne de liaison et des pontons flottants liés à la panne de liaison,

**CONSIDERANT** que Monsieur Gérard RIHOUEY, domicilié à Six-Fours-Les-Plages, a bénéficié, en date du 14 septembre 2015, d'un contrat de garantie d'usage dans le port du Brusc concernant un poste d'une surface de 23,20 m<sup>2</sup> moyennant une participation financière de 55 000 € TTC pour une durée de 20 ans,

**CONSIDERANT** que, par courrier en date du 24 juin 2024, Monsieur Gérard RIHOUEY, domicilié à Six-Fours-Les-Plages, a demandé la résiliation de son contrat de garantie d'usage susvisé en application de ses articles 8.1 et 10,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM, Autorité Portuaire, s'engage à accéder à la demande de Monsieur Gérard RIHOUEY et à lui verser une indemnité compensatrice de 39 078,12 € (trente-neuf mille soixante-dix-huit euros et douze centimes) Toutes Taxes Comprises,

Et après en avoir délibéré,

## DECIDE

### ARTICLE 1

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant portant résiliation du contrat de garantie d'usage conclu avec Monsieur Gérard RIHOUEY dans les conditions définies dans ledit avenant tel qu'il est annexé ci-après.

### ARTICLE 2

**DE DIRE** que l'indemnité de 39 078,12 € (trente-neuf mille soixante-dix-huit euros et douze centimes) Toutes taxes comprises à devoir à Monsieur Gérard RIHOUEY sera prélevé sur le budget annexe, Ports métropolitains, Section d'investissement, chapitre 13, article 1318, opération 33000 – Port du Brusc.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 octobre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



RESILIATION D'UN CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE

CALCUL INDEMNITE DE RESILIATION		Nom du Bénéficiaire	
		Gerard RIHOUEY	
DATE DE RESILIATION	24/06/2024	nbre jours total du contrat	7305
DUREE DU CONTRAT (en années)	20	nombre d'années du contrat	20
DATE D'ACQUISITION	14/09/2015	nombre jours restant au contrat	4098
DATE D'EXPIRATION	13/09/2035	nbre jours restant/nbre jours total	0,5610
PRIX D'ACHAT H.T cf article 10	45 833,34		
Indice TP02 au 1er janvier de l'année de Résiliation	134		
Indice TP02 au 1er janvier de l'année de signature contrat	105,8		
MONTANT DE L'INDEMNITE DE RESILIATION H.T	32 565,10 €		
TVA 20%	6 513,02 €		
MONTANT DE L'INDEMNITE DE RESILIATION T.T.C	39 078,12 €		

**Avenant de Résiliation  
du contrat de garantie d'usage  
accordé à Monsieur Gérard RIHOUEY  
port du Brusç – Commune de Six-Fours-les-Plages**

**ENTRE :**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, domiciliée Hôtel de la Métropole – 107, bd Henri Fabre - CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Bureau Métropolitain n°

Ci-après dénommée « **l'Autorité Portuaire** »,

D'UNE PART,

ET

**Monsieur Gérard RIHOUEY**, domicilié 809 Avenue Laennec. 83140 Six fours

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

D'AUTRE PART.

**PREAMBULE :**

En date du 14 Septembre 2015, l'Autorité Portuaire (anciennement Syndicat Mixte Ports Toulon Provence) a accordé à Monsieur Gérard RIHOUEY un contrat de garantie d'usage dans le port du Brusç (commune de Six-Fours-les-Plages)

Ce contrat porte sur un poste d'amarrage d'une surface de 23.20 m<sup>2</sup> (8 X 2.90 m) consenti moyennant une participation financière de 55 000 € TTC pour une durée de 20 ans.

Monsieur Gérard RIHOUEY souhaite résilier ce contrat de garantie d'usage conformément aux articles 8.1 et 10 du contrat précité.

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 :**

Le contrat de garantie d'usage de Monsieur Gérard RIHOUEY, délivré le 14 Septembre 2015 dans le port du Brusc est résilié à compter de la date de notification du présent avenant.

#### **ARTICLE 2 :**

Monsieur Gérard RIHOUEY s'engage à libérer le poste mis à disposition par le contrat de garantie d'usage à compter de la date de notification du présent avenant.

#### **ARTICLE 3 :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à reverser à Monsieur Gérard RIHOUEY la somme de **39 078.12 € TTC** (trente-neuf mille dix-huit euros et douze centimes) dont le calcul est rappelé ci-dessous et conformément à la feuille de calcul récapitulative dénommée « résiliation de contrat de garantie d'usage » ci-jointe :

$$V = \frac{Ro \times TP\ 02\ (n)}{TP\ 02\ (0)} \times \frac{A}{N}$$

V = valeur de reprise HT

Ro = montant de la redevance forfaitaire d'origine fixée par le contrat de garantie d'usage en date du 14 septembre 2015 (article 4), soit 45 833,34 € HT.

TP 02 (n) = indice Travaux Publics TP 02 au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de reprise, soit 134

TP 02 (0) = indice Travaux Publics TP 02 au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle a été signé le contrat, soit 105.8

A = durée de validité restante à la date de reprise (en jours), soit 4098.

N = durée de la garantie d'usage fixée par le contrat (en jours), soit 7 305.

#### **ARTICLE 4 :**

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera chargé de l'exécution du présent avenant qui sera publié au recueil des actes administratifs.

#### **ARTICLE 5 :**

Le présent avenant peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Toulon, le

Le Bénéficiaire

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

**Gérard RIHOUEY**

**Jean Pierre GIRAN**

**CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE  
PORT DU BRUSC**

**ENTRE :**

Le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, domicilié au Phoenix - 39, Avenue de la Résistance - CS 20722 - 83052 Toulon Cedex, représenté par son Président, Robert CAVANNA, dûment habilité aux présentes en vertu des délibérations n° PTP/15/06/DAG/143 et PTP/15/06/DAG/142 du Comité Syndical en date du 18/06/2015.

Ci-après dénommé « l'Autorité Portuaire, gestionnaire »,

**D'UNE PART,**

**ET**

Monsieur Gérard RIHOUEY, domicilié 625, route du Péage - 74430 Saint-Jean-d'Aulps.

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

**D'AUTRE PART.**

**PREAMBULE :**

Il est précisé que la garantie d'usage octroie à son bénéficiaire un droit d'occupation privative du domaine public conforme au code général de la propriété des personnes publiques. Durant toute sa durée, le bénéficiaire ne dispose pas de droits réels sur l'emplacement du poste d'amarrage qui lui est accordé.

La garantie d'usage permet de bénéficier d'un droit transférable d'occupation privative, valorisable, pour une durée fixée à 20 ans, et suivant les modalités précisées ci-après, dans le respect des règles régissant la gestion de la domanialité publique.

Les parties définissent aux présentes les différentes clauses et conditions ayant pour objet de fixer les modalités selon lesquelles, l'Autorité Portuaire, gestionnaire accorde une garantie d'usage au profit de personnes morales ou physiques.

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**



### ARTICLE 1 - Objet du contrat :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire confère au bénéficiaire une garantie d'usage portant sur un poste d'amarrage au sein du site du port du Brusc, en contrepartie des redevances fixées aux articles 4 et 5. Le site au sein duquel un poste d'amarrage sera accordé est localisé sur le plan d'affectation du port du Brusc. A poste équivalent, l'Autorité Portuaire, gestionnaire se réserve le droit d'en modifier l'emplacement.

### ARTICLE 2 – Durée :

La présente garantie d'usage est accordée pour une durée de 20 années à compter de la date figurant au constat d'état des lieux valant entrée en jouissance conformément à l'article 6.5 du présent contrat.

### ARTICLE 3 - Caractéristiques du poste d'amarrage attribué et du navire considéré aux présentes :

Il est accordé au bénéficiaire un poste d'amarrage pouvant accueillir un navire de plaisance répondant aux caractéristiques suivantes :

Nom du bateau	N° d'immatriculation	Longueur	Largeur	Tirant d'eau	Type
PANOU		6,96 m	2,78 m	0,46 m	Jeanneau Merry Fisher 755

Les dimensions du bateau tiennent compte de tous les équipements fixés à demeure au bateau (balcon, filières, chaise, plage arrière, panneaux solaires, moteur hors-bord fixe, bout dehors fixe, bossoirs...) et qui nécessitent un outillage spécialisé pour être démontés.

Le bénéficiaire s'engage à déclarer immédiatement au gestionnaire toute modification concernant les caractéristiques d'identification du navire.

En considération des caractéristiques ci-dessus mentionnées, l'Autorité Portuaire, gestionnaire attribue au bénéficiaire le poste d'amarrage répondant aux caractéristiques suivantes :

DESCRIPTIF DU POSTE D'AMARRAGE				
Longueur maximale du plan d'eau	Largeur maximale du plan d'eau	Profondeur du bassin	Dimensions maximales du bateau pouvant être accueilli (L x l)	Emplacement (non contractuel)
8 m	2,90 m	0,80 m	23,20 m <sup>2</sup>	F050

611

#### ARTICLE 4 – Participation au titre du financement des ouvrages portuaires ou participation aux travaux :

Le bénéficiaire de la présente garantie d'usage s'engage à régler la participation d'un montant de 45 833,34 € HT, soit 55 000 € TTC (cinquante-cinq mille euros TTC) affectée au financement des ouvrages portuaires.

Cette participation est payable à la signature du contrat par chèque de banque ou par virement bancaire à l'ordre du Trésor Public.

Cette participation est liée au programme d'investissements réalisés pour la construction des ouvrages portuaires nouveaux décrit en annexe 1.

#### ARTICLE 5 – Frais de gestion :

Le bénéficiaire de la garantie d'usage doit s'acquitter des frais de gestion dont le montant, pour l'année 2015, a été fixé à 20 € TTC / m².

Cette redevance est calculée et révisée chaque année, selon les tarifs et conditions d'usage des outillages publics, instruits annuellement conformément au Code des Transports.

Cette redevance sera rapportée aux dimensions du navire (longueur x largeur) indiqués à l'article 3. A défaut de navire mentionné à l'article 3, la redevance portera sur la surface du descriptif du poste d'amarrage.

Les règlements devront être opérés dans les 30 jours à compter de la date d'émission du titre de recettes transmis par le comptable assignataire de l'Autorité Portuaire, gestionnaire.

Cette redevance est exclusive de toute redevance au titre de stationnement dans le port du Brusç.

#### ARTICLE 6 - Obligations du bénéficiaire :

##### 6.1 - Dispositions générales :

Le bénéficiaire déclare accepter les conditions et les obligations afférentes à l'occupation du poste d'amarrage, qu'il contracte en conséquence envers l'Autorité Portuaire, gestionnaire, telles qu'elles sont précisées dans le présent contrat et dans le règlement de police du port.

Le bénéficiaire est informé et accepte que l'Autorité Portuaire, gestionnaire conserve le droit d'effectuer à tout moment un contrôle des conditions d'occupation et d'utilisation du poste d'amarrage.

Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas modifier les ouvrages portuaires dont il dispose et demeure entièrement responsable des avaries qu'il occasionnerait à ces ouvrages. Il s'engage par ailleurs à porter immédiatement à la connaissance de l'Autorité Portuaire, gestionnaire tout dommage susceptible de préjudicier au Domaine Public.

Le bénéficiaire est soumis aux règlements généraux et particuliers qui sont pris pour la police et l'exploitation du port et également aux règlements et consignes de sécurité concernant en particulier la lutte contre l'incendie et affichés à la capitainerie.

##### 6.2 – Assurances :

Le bénéficiaire déclare être assuré par une compagnie d'assurance réputée solvable, dont la police en langue française ou anglaise est jointe aux présentes, et il sera remis, chaque année, à l'Autorité Portuaire, gestionnaire une attestation d'assurance en cours de validité à première demande.

Cette police couvrira au minimum :

- Les dommages causés aux ouvrages du port,
- Le renflouement et l'enlèvement du bateau en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès ; le plafond de cette couverture devra être clairement retransmis à l'Autorité Portuaire, gestionnaire,
- Les dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

### 6.3 - Vacance du poste d'amarrage :

La gestion et la location de l'emplacement momentanément non occupé par le bateau du bénéficiaire sont assurées exclusivement par l'Autorité Portuaire, gestionnaire, conformément au Code des Transports.

Le reversement des recettes perçues par l'Autorité Portuaire, gestionnaire sera effectué à hauteur de 50% TTC auprès du bénéficiaire du présent contrat, dans le courant du trimestre qui suit la période annuelle de référence.

Tous les mouvements du navire objet du présent contrat seront signalés avec un préavis de 2 heures pour les mouvements de moins de 48 heures.

Tous les mouvements du navire de plus de 48 heures seront signalés avec un préavis de 24 heures.

A défaut de signalement par le bénéficiaire des mouvements du navire, l'Autorité Portuaire, gestionnaire pourra, en cas d'absence constatée supérieure à 48 heures, considérer que sa place est vacante et il pourra donc la louer.

### 6.4 - Gardiennage et sécurité :

Le bénéficiaire est tenu de faire assurer le gardiennage de son bateau et de ses amarres.

Les moyens par lesquels la personne ou l'organisme assurant le gardiennage du bateau peut être contacté en cas d'urgence sont communiqués à l'Autorité Portuaire, gestionnaire.

Le bénéficiaire est informé et accepte que l'Autorité Portuaire, gestionnaire ne puisse être tenu pour responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet de la part de tiers, le bateau amarré au poste affecté au bénéficiaire ; ce dernier est libre de se garantir contre ces risques par une assurance particulière.

De même, la responsabilité de l'Autorité Portuaire, gestionnaire ne saurait être recherchée pour tout ce qui résulterait de la faute, négligence ou imprudence du bénéficiaire ou de ses préposés, notamment en ce qui concerne l'utilisation du courant électrique délivré aux prises existant sur les quais et terre-pleins.

L'Autorité Portuaire, gestionnaire peut, à titre de mesure d'urgence, intervenir directement sur le bateau du bénéficiaire, qui l'accepte, au cas où celui-ci serait en danger par le fait de l'eau ou de l'incendie ou constituerait une menace pour les autres bateaux ou les installations portuaires.

### 6.5 - Etat des lieux d'entrée en jouissance :

Lors de la livraison du poste d'amarrage, le bénéficiaire constate contradictoirement avec le représentant local de l'Autorité Portuaire, gestionnaire l'état des ouvrages portuaires mis à sa disposition. Le constat d'état des lieux sera annexé aux présentes (annexe 2).

Par ailleurs, le bénéficiaire peut être tenu pour responsable des détériorations des ouvrages du port mis à sa disposition, qui apparaîtraient en cours de contrat et dont l'origine serait étrangère à l'usure et à l'érosion, que ce soit de son fait ou de toute personne physique ou morale qui lui serait liée.

En cas de location-vacance du poste d'amarrage, telle que prévue à l'article 6.3 du présent contrat, l'occupant temporaire sera tenu pour responsable des dégradations des ouvrages du port mis à sa disposition dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent.

### ARTICLE 7 - Obligations de l'Autorité Portuaire, gestionnaire :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire garantit au bénéficiaire un droit d'amarrage à un emplacement conforme aux dimensions du bateau désigné à l'article 3 et assurera d'une manière générale l'entretien des équipements associés.

L'Autorité Portuaire, gestionnaire met à la disposition du bénéficiaire les organes d'amarrage adaptés aux dimensions du bateau. Le bénéficiaire installera ses amarres personnelles avants et arrières, constituées d'un cordage en bon état dont les caractéristiques mécaniques et le diamètre seront adaptés au bateau.

GP

L'Autorité Portuaire, gestionnaire met à la disposition du bénéficiaire les ouvrages de fourniture d'eau et d'énergie électrique, conformes aux normes et règlements de sécurité en vigueur, suivants : ☒ oui ☐ non

• Prises électriques : 220 volts – 16 ampères

• Prises d'eau : oui ☒ - non ☐

#### ARTICLE 8 - Modalités de transfert de la garantie d'usage :

##### 8.1 – Cession :

Le présent contrat de garantie d'usage ne peut être cédé directement. Toute cession, à quelque titre ou sous quelque modalité que ce soit, ne peut intervenir qu'auprès de l'Autorité Portuaire, gestionnaire qui se chargera du rachat dans les conditions prévues à l'article 10.

En cas de revente du poste par l'Autorité Portuaire, gestionnaire, priorité sera donnée au propriétaire du bateau indiqué à l'article 3.

##### 8.2 – Décès :

En cas de décès du bénéficiaire, le poste est transmissible aux héritiers. L'héritier devra justifier de sa qualité par acte notarié. En cas d'indivision, il sera désigné un seul titulaire de la garantie d'usage.

#### ARTICLE 9 - Interdiction de location directe :

La garantie d'usage ne peut pas faire l'objet d'une location directe de la part du bénéficiaire.

La location ne pourra se faire que dans le strict respect des conditions définies à l'article 6.3 du présent contrat.

Au cas où l'Autorité Portuaire, gestionnaire constaterait que le bénéficiaire a contrevenu à l'interdiction énoncée ci-dessus, il mettra en œuvre les sanctions prévues à l'article 12 ci-dessous.

#### ARTICLE 10 – Valeur de reprise :

La garantie d'usage peut être retirée par l'Autorité Portuaire, gestionnaire. Le bénéficiaire s'interdit tout recours contre l'Autorité Portuaire, gestionnaire dans le cas où cette dernière procéderait au retrait et/ou à la suppression partielle ou totale des ouvrages et outillages.

Dans ce cas, l'Autorité Portuaire, gestionnaire reprend la libre disposition du poste correspondant en versant au bénéficiaire une somme calculée dans les conditions ci-après à laquelle se rajoute le taux de TVA en vigueur au jour de la signature de la reprise.

La valeur de cette somme hors taxes est obtenue par application de la formule suivante :

$$V = \frac{RO \times TP02(n)}{TP02(0)} \times \frac{A}{N}$$

Dans laquelle :

V = Valeur de reprise HT

RO = Montant HT de la redevance forfaitaire d'origine fixée par le contrat (article 4).

TP02 (n) = Indice Travaux publics TP02 (ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales) au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de reprise.

TP02 (0) = Indice Travaux publics TP02 au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle a été signé le contrat.

A = Durée de validité restante du contrat à la date de reprise (en jours)

N = Durée de la garantie d'usage fixée par le contrat (en jours).

Le remboursement de la valeur de reprise intervient dans les 45 jours suivant la notification de l'avenant de résiliation.

#### ARTICLE 11 - Fin anticipée du contrat :

L'Autorité Portuaire, gestionnaire pourra mettre fin au contrat pour des motifs d'intérêt général ou des motifs liés à l'intérêt du domaine public et ce conformément aux principes régissant la maîtrise de la domanialité publique.

La partie de la redevance forfaitaire correspondant à la perte du droit d'usage ainsi causée est, dans cette hypothèse, reversée par l'Autorité Portuaire, gestionnaire au bénéficiaire dans les mêmes conditions que celles évoquées à l'article 10 ci-dessus.

#### ARTICLE 12 – Résiliation :

En cas de manquement de la part du bénéficiaire aux obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, l'Autorité Portuaire, gestionnaire peut résilier le contrat concerné, selon la procédure suivante :

Mise en demeure du bénéficiaire, par envoi recommandé avec accusé de réception, de se conformer aux dispositions du contrat dans un délai d'un mois sous peine de résiliation de droit dudit contrat.

A l'issue de ce délai, en cas de non-conformité, la place sera remise à la disposition de l'Autorité Portuaire, gestionnaire. Le bénéficiaire devra procéder, sous huitaine, à compter de l'expiration du délai de 1 mois susmentionné, à l'enlèvement du navire. A défaut, cet enlèvement sera effectué à ses frais, risques et périls.

Le remboursement par l'Autorité Portuaire, gestionnaire au bénéficiaire se fera à hauteur de 75% seulement de la valeur de reprise, calculée dans les conditions précisées à l'article 10 ci-dessus.

#### ARTICLE 13 - Coopération :

Les parties s'engagent, en application des articles 1134 et 1135 du Code civil, à mettre en œuvre des moyens raisonnables afin que l'exécution du contrat se déroule dans de bonnes conditions et que les liens contractuels s'adaptent à l'évolution de la demande du bénéficiaire.

#### ARTICLE 14 - Intégralité – Modification :

Le présent contrat exprime l'intégralité des obligations contractuelles liant les parties à la date de sa signature dans le cadre des lois et règlements applicables.

Il annule et remplace tout accord, toute disposition et toute stipulation contraire qui lui seraient antérieurs et qui concerneraient le même objet.

Le présent contrat ne peut être modifié que par un avenant écrit signé par l'ensemble des parties signataires.

#### ARTICLE 15 - Litiges et Clause attributive de compétence :

Les parties au présent contrat s'engagent à tout faire pour essayer de régler à l'amiable tout litige qui pourrait éventuellement naître de l'exécution du présent contrat.

Les litiges nés de l'application des présentes clauses de ce contrat relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

#### ARTICLE 16 - Exécution :

Le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence sera chargé de l'exécution du présent contrat qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

**ARTICLE 17 - Recours :**

Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 18 - Annexes :**

Les annexes jointes au contrat et décrites ci-dessous, font parties intégrantes du contrat de garantie d'usage et ont valeur contractuelle. Il en est de même du préambule figurant en première page du présent contrat.

Annexe 1 : Programme de travaux lié à cette garantie d'usage

Annexe 2 : Constat d'état des lieux d'entrée en jouissance

Fait à Toulon, le **14 SEP. 2015**  
En deux originaux,

Le bénéficiaire de la garantie d'usage,  
Gérard RIHOUEY  
Lu et approuvé

*Gérard Rihoüey*

Le Président du Syndicat Mixte Ports Toulon Provence,  
Robert CAVANNA



ANNEXE 1

**PROGRAMME DE TRAVAUX LIÉ A CETTE GARANTIE D'USAGE  
(Prévisionnel)**

Intitulés	Montants	Date prévisionnelle
- Brise clapots	673 495,07 € HT	2015/16
- panne de liaison	576 458,61 € HT	2016
- Pontons flottants liés à la panne de liaison	465 051,75 € HT	2016/17



PORTS **TOULON** PROVENCE  
AUTORITÉ PORTUAIRE**ANNEXE 2**  
**AU CONTRAT DE GARANTIE D'USAGE - PORT DU BRUSC**  
**ETAT DES LIEUX D'ENTREE EN JOUISSANCE**Bénéficiaire :*J. P. M. Y. Gerard*Situation du Poste :

Emplacement :

*F310*


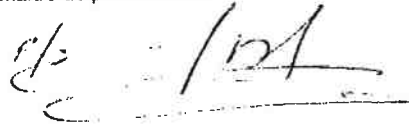
Tirant d'eau :

*2,80*Type d'ouvrage portuaire :☐ Quai☒ Appontement☐ Enrochement☐ Ponton flottant sur corps mortEtat de l'ouvrage portuaire :☐ Neuf☒ Très bon état☐ CorrectFourniture de fluides :☐ Borne électricité☒ Borne eauCommentaires particuliers :Fait à Six-Fours-les-Plages  
En deux originaux.

Le :

*14 / 09 / 15*

Pour le Bénéficiaire

*De p. accord.*  
Pour l'Autorité Portuaire  
Kamel CHIHAI.  
Maître de port du Brusc  
*L. D. F. R. W. A. R. I.*